

Points saillants de la mobilisation des jeunes Vers un cadre national pour l'apprentissage environnemental



N° de cat. : En4-756/2024F-PDF
ISBN : 978-0-660-74310-3
EC24057

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur d'Environnement et Changement climatique Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Environnement et Changement climatique Canada
Centre de renseignements à la population
Édifice Place Vincent Massey
351, boulevard Saint-Joseph
Gatineau (Québec) K1A 0H3
Ligne sans frais : 1-800-668-6767
Courriel : enviroinfo@ec.gc.ca

Photo page couverture : © Environnement et Changement climatique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par
le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, 2023

Also available in English

La mobilisation des jeunes en bref

Entre mai et juillet 2024, Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) a invité les jeunes de partout au Canada à se prononcer sur ce à quoi devrait ressembler un cadre national pour l'apprentissage environnemental (CNAE) et sur ses répercussions. En réponse, plus de 300 jeunes passionnés ont exprimé leurs pensées et leurs sentiments sur le paysage de l'apprentissage environnemental.

Certains jeunes de moins de 18 ans :

- ont participé à une conversation en classe et à un sondage auprès des jeunes animé par leur enseignant dans le cadre d'un partenariat avec ÉcoÉcoles Canada;
- d'autres ont fait part de leurs idées sur des feuillets autocollants lors d'événements pour les jeunes (Sommet national des jeunes sur les changements climatiques du Ralliement national des Métis, Simul'ONU, Enfants d'abord Canada et Vote 16).

Certains jeunes de 18 à 30 ans :

- ont répondu à un sondage en ligne ouvert à tous les Canadiens;
- ont participé à des groupes de discussion dirigés par des conseillers en politiques jeunesse.

Les points saillants donnent un aperçu des opinions franches, des idées créatives et du soutien essentiel que les jeunes participants ont échangés pour un CNAE inclusif et percutant.

Ce que les jeunes répondants veulent voir dans un CNAE

Urgence

Les jeunes répondants ont souligné qu'un sentiment d'urgence est essentiel pour un CNAE. Ils veulent qu'un CNAE soit mis en œuvre le plus tôt possible et qu'il fasse état de l'urgence de la crise climatique qui est nécessaire pour susciter des mesures efficaces et opportunes en matière de lutte contre les changements climatiques.

Un participant du groupe de discussion a déclaré : Il est important que nous nous dépêchions et que nous enseignions davantage l'apprentissage environnemental afin que les générations futures puissent vivre sur une planète plus durable.

Principes directeurs clés

Quatre-vingt-onze pour cent des jeunes de 18 à 30 ans estimaient qu'il était important d'avoir des principes directeurs. Les principes directeurs les mieux cotés étaient qu'un CNAE soit :

- adapté aux nouveaux défis (95 %)
- adapté aux besoins locaux (95 %)
- collaboratif (94 %)
- interdisciplinaire (94 %)
- axé sur la justice (91 %)

Les participants aux groupes de discussion ont parlé avec passion de chacun de ces sujets :

J'espère vraiment que le [CNAE] pourra exprimer la justice climatique. ... les principes de justice environnementale doivent en faire partie intégrante... J'espère qu'il s'orientera vers cette approche de justice interdisciplinaire, interconnectée et socioécologique.

Comblers les lacunes dans l'apprentissage environnemental

Soixante-dix-huit pour cent des jeunes de moins de 18 ans ont déclaré qu'ils obtenaient leurs renseignements sur l'environnement et les changements climatiques à l'école. De plus, des participants ont indiqué qu'ils aimaient le plus apprendre au sujet de l'environnement au moyen :

- d'excursions (73 %)
- d'apprentissage en plein air en général (69 %)
- de l'apprentissage fondé sur des projets (48 %)

L'apprentissage axé sur la terre mené par les peuples autochtones ainsi que l'éducation axée sur le lieu en général étaient les formes les plus populaires d'apprentissage environnemental indiquées par les jeunes de 18 à 30 ans dans les groupes de discussion et sur les notes autocollantes (Post-it).

Sur une note, il était écrit : J'aimerais en apprendre sur la terre et auprès des peuples autochtones qui possèdent des connaissances et qui favorisent une relation respectueuse avec la terre et les eaux.



Les jeunes répondants de tous âges s'entendaient pour dire qu'il n'y avait pas assez d'expériences d'apprentissage environnemental de grande qualité dans les écoles. Un participant d'un groupe de discussion a émis l'hypothèse que cela était « à cause du fait que les programmes d'études sont tellement pourris » (c.-à-d. de très mauvaise qualité). De nombreux autres répondants ont exprimé le même sentiment et ont mentionné la « collaboration limitée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux » et « le soutien limité aux enseignants » comme étant des problèmes extrêmement importants.

Un jeune a dit : Le fait que vous soyez un système fédéré [signifie] qu'il se fait beaucoup de très bon travail partout au pays [mais] il y a simplement un manque de cohésion.

Tandis qu'un autre a dit que : Les enseignants sont surmenés et ne sont pas suffisamment payés... la plupart du temps, ils essaient simplement de passer à travers la journée... et si ce n'est pas obligatoire, cela ne sera tout simplement pas enseigné... [Nous devons] nous assurer qu'ils ne s'épuisent pas et qu'ils sont munis des outils pour faire ce travail parce qu'ils n'ont peut-être pas la capacité de le faire dans la structure dans laquelle nous sommes.



Critères de réussite pour mesurer les progrès en matière d'apprentissage environnemental

Les jeunes répondants de 18 à 30 ans ont évalué les éléments suivants comme étant « assez » ou « très importants » à inclure dans un CNAE :

- les outils et les mécanismes de collaboration et de mise en œuvre (95 %)
- la détermination des obstacles et la façon de les surmonter (94 %)
- les façons de mesurer les progrès (92 %)

Les répondants des groupes de discussion étaient du même avis et ont fait remarquer qu'un critère de réussite pour mesurer le progrès pourrait éliminer les obstacles et appuyer la collaboration.

Un répondant a suggéré qu'un critère de réussite devrait : ...comprendre des résultats d'apprentissage clairs et concis pour aider les enseignants, tandis qu'un autre voulait des objectifs, des échéanciers ou des mesures précis dans le [CNAE], ne serait-ce que quelques objectifs comme « nous voulons accroître l'apprentissage sur la biodiversité de x quantités d'ici x ans », car ils aident les organisations dans leurs efforts de financement du fait qu'elles n'ont pas à deviner ce que les gouvernements vont financer.



Principales répercussions d'un CNAE souhaitées par les jeunes répondants

Leadership autochtone

Les jeunes répondants âgés de 18 à 30 ans ont indiqué les groupes suivants comme étant ceux qui devraient diriger l'élaboration d'un CNAE :

- les gouvernements des Premières Nations, des Métis et des Inuits (76 %)
- le gouvernement fédéral (56 %)
- les scientifiques (56 %)

Cette constatation est d'autant plus frappante lorsqu'on tient compte du fait qu'il n'y a eu que trois répondants au sondage auprès des jeunes et seulement 15 répondants au sondage dans l'ensemble qui se sont identifiés comme Autochtones, ce qui signifie qu'il y a actuellement un manque important de voix autochtones consultées au sujet d'un CNAE, encore moins pour le diriger. Il est essentiel de sensibiliser davantage les jeunes Autochtones et les membres du public.

Rôle du gouvernement du Canada

De nombreux jeunes répondants estiment qu'un CNAE pourrait aider le gouvernement fédéral à revoir son rôle dans l'apprentissage environnemental afin d'avoir le plus d'incidence possible. Les jeunes répondants âgés de 18 à 30 ans estiment que le rôle du gouvernement du Canada consiste à :

- financer des projets et des initiatives d'éducation à l'environnement (89 %);
- assurer le respect des engagements internationaux en matière d'éducation à l'environnement (77 %);
- réunir divers groupes pour discuter des possibilités de collaboration et des pratiques exemplaires (72 %).

Les participants aux groupes de discussion ont particulièrement insisté sur la nécessité d'un « financement plus accessible » pour les organisations non gouvernementales environnementales (ONGE) et les organismes sans but lucratif (OSBL) et sur les « possibilités d'échanger et d'établir des liens ».

Comme un autre participant l'a expliqué : ...il y a une telle impression de manque de ressources [chez les ONGE et les OSBL] et il est difficile de s'en éloigner lorsqu'il y a un tel manque de financement. [Un réseau] pourrait vraiment aider à cet égard.



Attention portée aux sujets qui ont suscité le plus d'intérêt

Les jeunes répondants de moins de 18 ans ont déclaré que le sujet environnemental qui les préoccupe le plus sont :

- les changements climatiques (68 %)
- la santé et le bien-être (63 %)
- l'eau (59 %)
- l'équité et la réconciliation (57 %)

Comme l'a dit un participant au groupe de discussion : Le cadre devrait appuyer les initiatives en santé mentale et les ressources de soutien émotionnel afin de promouvoir une attitude positive à l'égard de l'environnement.

Renforcer les liens avec la nature et la compréhension de celle-ci et mieux intégrer le savoir autochtone

Selon des jeunes de 18 à 30 ans, l'intégration de l'apprentissage environnemental dans un CNAE devrait avoir une incidence importante sur :

- le renforcement des liens avec la nature et la compréhension de celle-ci pour développer des habitudes plus durables (93 %);
- une meilleure intégration du savoir autochtone dans l'apprentissage environnemental (93 %).

Les groupes de discussion en ont parlé en lien avec l'apprentissage environnemental intersectionnel axé sur le lieu.

Comme l'a indiqué un participant : Je suis curieux de voir quel genre de programme d'études découlera de ce [CNAE] en ce qui concerne la façon dont on discute de l'environnement — on craint vraiment qu'il soit trop détaché des processus systémiques sous-jacents.



Aider les Canadiens à distinguer l'information de la désinformation

« Aider les Canadiens à s'y retrouver dans l'information et la désinformation » a été cerné comme un autre résultat à incidence élevée par 90 % des répondants âgés de 18 à 30 ans. La désinformation est un facteur considérable. Les répondants de moins de 18 ans obtiennent de l'information environnementale :

- des médias sociaux (TikTok, YouTube et Instagram) (61 %), où la désinformation peut être répandue;
- de leur famille (40 %), ce qui a mené à des discussions sur la façon dont la « désinformation sur les changements climatiques, particulièrement lorsqu'elle est adoptée par les parents des élèves, constitue un obstacle à l'apprentissage des élèves sur les changements climatiques et les enjeux environnementaux ».

Responsabilisation

Les conversations des groupes de discussion ont révélé un certain scepticisme quant à la façon dont un CNAE serait mis en œuvre, compte tenu de la nuance de cette question complexe. Les jeunes ont exprimé leur perception d'approches incohérentes ou contradictoires en matière de mise en œuvre.

L'importance de la responsabilisation a été soulignée comme étant cruciale pour la mise en œuvre, comme un participant l'a expliqué de façon réfléchie : Pour parler un peu du scepticisme, je pense que nous avons déjà dit que l'éducation à l'environnement doit être intersectionnelle, multidisciplinaire et centrée sur les changements climatiques non pas comme une situation isolée, mais comme un symptôme des systèmes d'oppression, du capitalisme colonial. D'après mon expérience, les jeunes comprennent déjà ces liens et les mouvements de jeunes reconnaissent que nous ne pouvons pas avoir de justice climatique sans décolonisation, sans solidarité des classes, sans justice raciale, sans revitalisation des langues et sans restitution des terres. Je pense que ce qui rebute beaucoup de gens ou les rend sceptiques quant à la perspective de mise en œuvre d'un programme, c'est lorsque l'éducation ou la politique en cause refuse de prendre en compte ou de reconnaître ces réalités... il y a tellement d'hypocrisie dans les espaces gouvernementaux lorsque, d'une part, on dit que les changements climatiques sont une priorité, mais que, d'autre part, le pétrole et le gaz sont subventionnés, que les pipelines traversent illégalement les terres autochtones et que notre politique étrangère comporte des violations des droits de la personne pour les industries d'extraction... Donc, lorsqu'une stratégie d'éducation est élaborée dans ce contexte, je pense qu'il est très important de nommer cette hypocrisie et d'être réaliste au sujet de ces tensions pour assurer l'adhésion, particulièrement de la part des jeunes, mais à tous les niveaux - il faut simplement qu'il y ait une certaine responsabilisation.



Emplois verts

Cinquante-huit pour cent des jeunes répondants de moins de 18 ans ont dit qu'ils étaient intéressés par une carrière dans le domaine de l'environnement (c.-à-d. énergie renouvelable, agriculture durable ou conservation de l'environnement). Les participants aux groupes de discussion ont fait écho à ce besoin de soutien pour les emplois verts et le lien avec l'autonomisation par l'action.

Un participant a dit que : en tant que collectivité pétrolière et gazière, la collectivité reconnaît que nous devons aller de l'avant avec l'énergie renouvelable durable et trouver des emplois [verts].

Un répondant a écrit sur une note autocollante que ce qu'il faut, c'est une : meilleure orientation sur les possibilités de carrière dans les domaines liés aux changements climatiques — il y a tellement de voies pour faire partie de la solution.



Vision émergente

Ensemble, les jeunes répondants ont indiqué qu'ils apprécieraient un CNAE :

- inclusif
- pertinent à l'échelle locale
- favorable à un apprentissage environnemental de grande qualité partout au Canada

Comme l'a dit un participant d'un groupe de discussion : Je serai très franc... si nous n'appuyons pas les approches intersectionnelles, nous sommes complètement foutus.



Un autre a fait remarquer qu'il : ne peut pas être trop prescriptif - il doit fournir des outils pour habiller les collectivités à améliorer l'éducation à l'environnement d'une manière pertinente à l'échelle locale.

Tandis qu'un autre jeune s'est demandé : comment nous pouvons faciliter le soutien dont les collectivités ont besoin sans imposer une dynamique hiérarchique descendante.

Il y a également eu de nombreuses conversations animées et réponses aux sondages sur l'intégration plus formelle de l'apprentissage environnemental dans les écoles : J'aimerais savoir dans quelle mesure le cadre national peut orienter le changement de politiques... Consacrer un cours particulier à l'apprentissage environnemental dans les écoles primaires serait une façon importante pour le gouvernement de guider l'apprentissage environnemental.



Dans l'ensemble, la mobilisation des jeunes liée à l'élaboration d'un CNAE révèle un appel urgent à une stratégie globale, inclusive et réalisable. Le message fort de plus de 300 jeunes Canadiens est qu'un CNAE doit être mis en œuvre immédiatement et ancré dans des principes directeurs qui sont :

- adaptés aux défis émergents
- aux besoins locaux et axés sur la collaboration
- l'interdisciplinarité
- axé sur la justice

Les jeunes ont souligné des lacunes importantes dans l'éducation à l'environnement actuelle, demandant :

- une meilleure intégration des savoirs autochtones;
- une amélioration des expériences d'apprentissage à l'intérieur et à l'extérieur de la salle de classe;
- des stratégies efficaces pour lutter contre la désinformation sur l'environnement.

Ils ont également souligné la nécessité de solides mécanismes de collaboration et de responsabilisation, ainsi que le soutien des cheminements de carrière dans le domaine de l'environnement. En fin de compte, les idées fournies indiquent un cadre qui doit être à la fois pertinent à l'échelle locale et capable de susciter des changements significatifs à long terme à l'échelle nationale en matière d'éducation à l'environnement